



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'AUDE

Rapport valant bilan de la concertation
sur la procédure d'élaboration du PPRif du Massif de la
Pinède sur la commune de Conilhac-Corbières

direction
départementale
des Territoires
et de la Mer

Aude

Carcassonne, le 30 SEP. 2014

objet : PPRif du Massif de la Pinède sur la commune de Conilhac-Corbières

références : 14.347

Service Prévention des
Risques et Sécurité
Routière
Unité Plans de
Prévention des Risques
Majeurs

affaire suivie par : François PRESTAT – SPRISR - UPRiM
tél. : 04.68.10.31.50
courriel : françois.prestat@aude.gouv.fr

Entre 1973 et 2002, 42 incendies ont détruit 297 ha d'espaces naturels combustibles (E.N.C.), sur le territoire de la Pinède de Lézignan. Ce dernier chiffre place la Pinède de Lézignan parmi les massifs à très forte pression d'incendie du département.

En effet, au cours des soixante dernières années, deux incendies ont atteint le seuil des 100 ha. Cinq incendies de plus de 10 ha ont touché le massif, quatre ont eu lieu par vent d'ouest (dont les deux incendies de plus de 100 ha).

A l'occasion de l'incendie du 24 juillet 2002, plusieurs dizaines de maisons ont été en contact direct avec le feu, et une dizaine d'entre elles n'ont dû leur salut qu'à l'intervention conjuguée des moyens de lutte terrestres et aériens et à des conditions climatiques relativement clémentes. Par ailleurs, la propagation de l'incendie à l'intérieur même du camping municipal de Lézignan a provoqué de nombreux dégâts et notamment l'explosion d'un bungalow et la destruction complète de plusieurs tentes et caravanes.

Cet événement a fait l'objet d'un retour d'expérience auquel ont été associés la municipalité, le Service Départemental d'Incendie et de Secours, la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt, la Gendarmerie Nationale, le Comité communal Feux de Forêt local et l'Office National des Forêts.

En outre la réalisation en octobre 2003 par l'école supérieure d'agriculture de Purpan (ESAP) et l'ONF de la cartographie des aléas incendies de forêts pour la prescription de PPRif sur les communes du département de l'Aude, a permis d'identifier le massif de la Pinède de Lézignan comme faisant partie des bassins de risque prioritaires.

horaires d'ouverture :

8 h. 30 – 12 heures

14 heures – 16 h.30 -

16 h. le vendredi

Par suite, l'analyse précise du risque feux de forêt sur le bassin du massif de la Pinède a été confiée à l'ONF (agence de l'Aude). L'étude d'aléa a été réalisée en 2003.

C'est au regard de ces éléments que le PPRif du massif de la Pinède de Lézignan a été prescrit par arrêté préfectoral n° 2005-11-0891 en date du 12 avril 2005.

Ont été incluses dans le périmètre du PPR incendie de forêt du massif de la Pinède de Lézignan les communes de Conilhac-Corbières, Escales, Lézignan-Corbières et Montbrun-des-Corbières.

Conformément à la volonté de l'État d'informer et de faire participer l'ensemble des acteurs aux processus de décision dans le domaine des risques, des phases d'association et de concertation avec les municipalités et avec le public ont été menées lors de la procédure d'élaboration du PPRif.

Adresse : 105 boulevard Barbès
CS 40001
11838 Carcassonne cedex

téléphone :

04 68 10 31 00

télécopie :

04 68 71 24 46

courriel : ddtm@aude.gouv.fr

Ces différentes phases sont explicitées ci-dessous :

1 - La procédure d'élaboration

1-1 Première procédure (2005 à 2007)

Après une phase technique d'étude de l'aléa, il a été procédé à toute la partie rédactionnelle et relationnelle pour élaborer le projet de règlement et la note de présentation. A cette fin, les phases de concertation, de consultation et d'enquête publique ont été réalisées conformément à celles définies dans l'arrêté de prescription.

Cette première procédure s'est déroulée de 2005 à 2007. Celle-ci n'a pas abouti. En effet, à l'issue de l'enquête publique, plusieurs problématiques sont apparues :

- remise très tardive du rapport par le commissaire enquêteur,
- nombreuses remarques émises par les communes dont celles relatives à des projets liés à la production d'énergie renouvelable (éolien, photovoltaïque...) et leur délicate intégration dans le projet de PPRif élaboré antérieurement.

A l'issue des dernières réunions en communes et au regard des risques contentieux, les services de l'État ont décidé de reprendre la procédure au stade de la concertation avec le public.

En outre, l'évolution de l'aléa et des enjeux a rendu nécessaire l'actualisation de l'étude initiale et sa complétude par la réalisation d'une carte de défendabilité. Le bureau d'études ONF a réalisé, sous maîtrise d'ouvrage des services de la DDTM en charge de ce dossier, cette actualisation qui a été restituée en janvier 2012.

1-2 Seconde procédure

En application de la circulaire du 03/07/2007, relative à la concertation dans l'élaboration des plans de prévention des risques, une nouvelle phase de dialogue avec les municipalités et le public a été menée lors de cette relance de la procédure d'élaboration du PPRif.

1-2-1 Concertation avec les élus

Des réunions spécifiques par commune ont été organisées avec les élus afin de balayer l'ensemble des problématiques et de préciser les modalités d'élaboration du projet au regard de l'aléa, des enjeux et leur défendabilité.

Sur la commune de Conilhac-Corbières, 4 réunions ont eu lieu entre juillet 2010 et juillet 2012.

Les réunions de présentation des nouvelles cartes d'aléa avec superposition de la défendabilité ont permis d'aboutir à la mise en place de la notion de « **travaux avec délais** » afin de permettre à la commune d'établir une programmation financière et technique des travaux à réaliser :

- en délai 1, avant l'enquête publique,
- en délai 2, travaux à réaliser dans les deux ans suivant l'approbation du PPRif,
- en délai 3 pour les travaux à réaliser dans les cinq ans suivant l'approbation du PPRif.

Ensuite une réunion a eu lieu le 25 mai 2012 avec les représentants de la commune afin de présenter la carte des mesures de protection à mettre en œuvre.

Une fois ces projets de travaux évalués, des cartes ont été élaborées, par délai de réalisation, ainsi que des cartes de zonage réglementaire avant et après réalisation des travaux de protection. Ces nouveaux documents ont été présentés en commune de Conilhac-Corbières le 18 juillet 2012.

1-2-2 Concertation avec le public

Cette phase s'est déroulée du 25 février au 29 mars 2013 avec la mise en œuvre d'outils de communication spécifiques :

- une distribution de dépliants (3000) dans les boîtes à lettres des zones concernées par le projet de PPRif,
- une exposition de panneaux en commune avec mise à disposition d'un dossier comprenant une notice explicative, des cartes (d'aléa, de travaux, de défendabilité, de zonage réglementaire avant et après travaux) et un registre de recueil des observations,
- des publications dans la presse locale : l'Indépendant du 28 février 2013 et du 17 mars 2013
- des pages d'information sur le site internet des services de l'État.

Cette concertation n'a pas fait l'objet de remarques sur la commune de Conilhac-Corbières :

Une réunion publique a été organisée à la demande de la municipalité de Conilhac-Corbières le mardi 23 avril 2014. 25 personnes y ont assisté et les questions ont principalement porté sur les Obligations Légales de Débroussaillage et la carte de zonage réglementaire.

1-2-3 Consultation officielle

A l'issue de la phase d'élaboration du projet de PPRif conduite en concertation avec les communes et avec le public et conformément à l'article R 562-7 du CE, le projet de PPRif a été soumis à la consultation officielle des Personnes et Organismes Associés.

Elle s'est déroulée du 17 mai 2013 au 21 juillet 2013.

Le Code de l'Environnement stipule que les avis devaient être rendus dans un délai de deux mois à compter de leur réception. Au delà de ce délai, les avis sont réputés favorables.

Les documents ont été envoyés aux communes et aux personnes publiques suivantes :

- Conseil Général de l'Aude,
- Communauté de Communes Région Lézignanaise Corbières et Minervois,
- Chambre d'Agriculture de l'Aude,
- Centre National de la Propriété Forestière,
- Conseil Régional du Languedoc-Roussillon,
- Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Le tableau ci-après récapitule les avis de la commune de Conilhac-Corbières et des organismes consultés.

COMMUNES	Date de réception du dossier en mairie	Date limite de retour	Date de décision	Observations	Date de réception
Conilhac Corbières	17/05/13	17/07/13	DCM du 24/06/13	Avis favorable sans observation	28/06/13
SERVICES	Date de réception des dossiers dans les services	Date limite de retour	Date de décision	Observations	Date de réception
Centre National de la Propriété Forestière	21/05/13	21/07/13		avis réputé favorable	
Chambre d'Agriculture de l'Aude	21/05/13	21/07/13		avis réputé favorable	
Communauté de Communes Région Lézignanaise, Corbières et Minervois	17/05/13	17/07/13		avis réputé favorable	
Service Départemental d'Incendie et de Secours	21/05/13	21/07/13	15/07/13	Avis favorable avec observations	18/07/13
Conseil Régional du Languedoc Roussillon	17/05/13	17/07/13		avis réputé favorable	
Conseil Général de l'Aude	17/05/13	17/07/13		avis réputé favorable	

Les remarques et observations émises lors de cette consultation officielle ont toutes été étudiées avec attention et ont fait l'objet d'une réponse. Des modifications ont été apportées à la note de présentation, au règlement et au dossier cartographique.

Ces avis ne remettaient pas en cause la nécessité de poursuivre la procédure afin d'aboutir à un document opposable.

Ainsi à l'issue des études et des phases d'élaboration présentées précédemment, des échanges et évolutions issues de la concertation, le projet de PPRif était prêt pour être soumis à l'enquête publique.

2 - Enquête Publique

Suite à la demande de Monsieur le Préfet, Madame le Président du Tribunal Administratif de Montpellier, par décision n°E13000225/34 du 09/08/13, a désigné en son article 1 une commission d'enquête constituée d'un président : Monsieur Louis SERENE, fonctionnaire de l'Équipement retraité, de deux membres assesseurs : Monsieur Claude FAYT, directeur régional d'exploitation de la société des autoroutes du sud de la France, retraité et Monsieur Michel MARSENACH, officier pompier, ingénieur en chef, retraité et d'un membre suppléant : Monsieur Francis MATEU, sapeur pompier professionnel, retraité.

Afin de sécuriser juridiquement la procédure, quatre enquêtes publiques ont été organisées séparément mais en parallèle, elles ont été ouvertes par :

- l'arrêté préfectoral n° 2013242-0009 du 13 septembre 2013 pour la commune de Conilhac-Corbières
- l'arrêté préfectoral n° 2013242-0008 du 13 septembre 2013 pour la commune d'Escales
- l'arrêté préfectoral n° 2013242-0011 du 13 septembre 2013 pour la commune de Lézignan-Corbières
- l'arrêté préfectoral n° 2013242-0010 du 13 septembre 2013 pour la commune de Montbrun-des-Corbières.

et se sont déroulées du 14 octobre 2013 au 14 novembre 2013 inclus pour une durée de 32 jours consécutifs.

Un dossier ainsi qu'un registre d'enquête ont été déposés dans chaque mairie et ont pu être consultés aux heures d'ouverture de celles-ci. Les permanences de la commission d'enquête sur la commune de Conilhac-Corbières ont été fixées selon le calendrier ci-dessous :

CONILHAC-CORBIERES	21 octobre 2013 de 14h à 17h et
	14 novembre 2013 de 14h30 à 17h30

A l'issue de l'enquête, la commission a recensé une observation assortie d'un document annexé sur le registre d'enquête qui avait été ouvert et mis à la disposition du public en mairie de Conilhac-Corbières à cet effet. Un mémoire en réponse a été transmis à la Commission d'Enquête.

Un membre de la Commission d'Enquête a rencontré le Maire de Conilhac-Corbières le 25 octobre 2013.

3 - Les avis de la commission d'enquête

La commission d'enquête a rédigé un rapport en date du 23 décembre 2013 et a émis **un avis favorable** pour le **projet de PPRif sur la commune de Conilhac-Corbières**. Elle a demandé à ce que soit prise en compte la réserve énoncée ci-dessous :

<p>Commune de Conilhac-Corbières :</p> <p><u>Réserve</u></p> <p>Qu'avant la mise en application du PPRif en l'état, soit donné un délai pragmatique, négocié entre les services de l'État et la commune de Conilhac-Corbières afin de permettre la réalisation de tous les travaux prévus pour sortir les secteurs actuellement urbanisés de la zone rouge, évitant ainsi de pénaliser les propriétaires des habitations ou des terrains restant à construire.</p>

4 – Analyse et conclusions

La réserve émise par la commission d'enquête a fait l'objet d'un examen attentif, la suite donnée est la suivante :

<p>Commune de Conilhac-Corbières :</p> <p><i>Réserve</i></p> <p>Lors de la reprise de la procédure après la première enquête publique de 2007, il a été proposé à la commune au regard des coûts des travaux et des délais nécessaires à leur réalisation, un échéancier des travaux à mettre en œuvre : avant enquête publique permettant de sortir des secteurs habités de la zone rouge, des travaux à réaliser dans les 2 ans puis dans les 5 ans à compter de l'approbation du PPRif. Au moment de l'enquête publique, la totalité des travaux à réaliser en délai 1 n'était pas finalisée.</p> <p>La commune a été informée au cours de diverses rencontres que les travaux mis en œuvre après l'approbation du PPRif pourront être intégrés dans le cadre d'une procédure de modification du PPRif dans un délai qui pourrait être relativement court.</p>
--

A l'issue d'une concertation large, le projet de PPRif sur la commune de Conilhac-Corbières a fait **l'objet d'un avis favorable de la commission d'enquête**, les réserves formulées ont été soigneusement analysées et traitées.

C'est dans ce cadre et pour faire suite à la réserve de la commission d'enquête que Monsieur le Préfet de l'Aude a proposé à Monsieur le Maire, par courrier du 17 février 2014, un report de l'approbation du PPRif sur la commune de Conilhac-Corbières, subordonné à la réalisation des travaux de défendabilité programmés en délai 1, sans que l'exécution de ceux-ci ne puisse dépasser le 15 juin 2014.

Au terme de ce délai, une visite de terrain, organisée le 17 septembre 2014 en présence des représentants de la commune, de la DDTM, de l'ONF son prestataire et du SDIS, a permis de constater et de valider leur exécution.

Rien ne s'oppose donc à rendre opposable le PPRif du Massif de la Pinède sur la commune de Conilhac-Corbières.

**Le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer**

Jean-François DESBOUIS